

Burundi : à visage caché

France 24, 20/01/2017 Le Burundi ne fait jamais la une des journaux. Pourtant les violences y sont quasi quotidiennes. Depuis l'annonce de la candidature de Nkurunziza à un troisième mandat en avril 2015, des centaines de personnes ont été tuées. Plus de 320 000 autres ont fui dans les pays voisins. Nous voulions aller au Burundi, donner la parole au pouvoir et à ceux qui lui résistent, mais notre demande de visa a été refusée. Nous sommes donc partis à la rencontre des Burundais exilés en Ouganda et en Tanzanie.

Notre avion roule sur le tarmac de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle. Faute d'avoir obtenu un visa pour le Burundi, nous nous envolons pour le Rwanda. Nous nous apprêtons à éteindre nos téléphones portables. Ça sonne. C'est l'ambassade du Rwanda à Paris, le premier conseiller est au bout du fil. S'ensuit une conversation surréaliste : - Bonjour, je me permets de vous appeler pour vous dire que vos visas ont été annulés. - Monsieur, c'est impossible, nous sommes dans l'avion, nous nous apprêtons à décoller ! - Je vous le répète, vos visas sont annulés. Descendez de l'avion, vous ne pourrez pas entrer au Rwanda, les services d'immigration sont prévenus ! Fin de l'échange. Notre avion décolle... Lors de notre escale à Istanbul, nous découvrons cet e-mail de l'ambassade du Rwanda : Aucune explication jusqu'à ce jour. Lorsque nous avons fait notre demande de visa, nous avons cependant précisé que nous souhaitions nous rendre dans les camps de réfugiés pour y rencontrer des Burundais en exil. Cette décision de Kigali renforce dès lors les accusations des experts de l'ONU, affirmant que le Rwanda recrute des rebelles burundais dans les camps de réfugiés. Changement de cap. Nous irons donc en Tanzanie, pays qui compte le plus grand nombre de réfugiés burundais, puis en Ouganda. Tôt le matin, ils traversent la frontière, un baluchon sur la tête. Nous prenons la route en direction de Kigoma, dans le nord-ouest de la Tanzanie, sur les bords du lac Tanganyika. Sur la rive d'en face, la République démocratique du Congo. Au nord, le Burundi. C'est cette route qui est la plus empruntée par les candidats à l'exil venus du Burundi. À ce jour, 180 000 personnes ont été accueillies dans un des trois camps de réfugiés de la région. Deux camps sur trois sont pleins. Le dernier, celui de Nduta, avait atteint ses capacités, mais pour faire face à l'afflux de plus de 10 000 nouveaux venus par mois, le gouvernement tanzanien a décidé d'en repousser les frontières pour pouvoir accueillir un total de 85 000 personnes. Médecins sans frontières, très actif sur place, a lancé un cri d'alarme au mois de novembre dernier : "Ces quatre derniers mois, nous avons assisté au quasi-quintuplement du nombre de réfugiés. Le niveau de prise en charge ne suit pas du tout et nous sommes très inquiets pour la situation sanitaire et humanitaire à l'intérieur de ces camps pour les mois à venir". Nous en voyons qui traversent la frontière tôt le matin, un baluchon sur la tête. Des familles avec enfants, très jeunes. Éreintés par la peur, les longues heures de marche. Ils racontent avoir été menacés par les Imbonerakure, ces jeunes qui forment le mouvement de jeunesse du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, que l'ONU considère comme une milice. "Ils nous disent de partir, ou sinon, ils vont nous massacrer !", s'exclame un réfugié. Au Burundi, où la densité de population est très élevée, certains profitent de la fuite des réfugiés pour récupérer des parcelles de terre. "Des chiffres faux et archi faux !" Faute d'avoir été autorisés à nous rendre au Burundi, nous avons pu poser quelques questions au conseiller principal du président, Willy Nyamitwe, via un journaliste basé à Bujumbura, la capitale burundaise. Lorsque nous l'interrogeons sur les Imbonerakure, sa réponse fuse : "Ceux qui sont à l'extérieur du pays affirment qu'ils ont été arrêtés pendant la nuit par des Imbonerakure. C'est faux, archi-faux ! Je suis un ancien Imbonerakure, l'actuel chef de l'État est un ancien Imbonerakure. Tous les espoirs du peuple burundais actuellement sont fondés sur la solidité, la bravoure, le patriotisme qu'affiche la jeunesse Imbonerakure." Willy Nyamitwe rejette également avec véhémence les chiffres du Haut commissariat des Nations unies (HCR) aux réfugiés : "Nous avons de sérieuses convictions de penser que le HCR continue de gonfler ces chiffres, au nom de certains intérêts. Certains organismes dépendent de soutiens financiers, et c'est en gonflant les chiffres qu'ils obtiennent la plus grosse part du gâteau, ces chiffres sont faux et archi faux !" À quelques kilomètres du camp de Nduta, celui de Nyarugusu. Il est plein à craquer avec ses 130 000 réfugiés. Cela fait près d'un an que ce camp ne peut plus accueillir de nouveaux arrivants. La majorité des réfugiés ont fui dès le début de la crise. Anciens soldats côtoient infirmiers, paysans, instituteurs... et de nombreux enfants. Certains sans famille. Tous ont point commun : ils ont été considérés comme des opposants à Pierre Nkurunziza et assurent avoir été menacés, torturés parfois. Dès les premiers échanges, nous percevons l'attente, la lassitude, la peur. Nous passerons plusieurs jours dans ces camps et dans les villages alentours avant de prendre la route de l'Ouganda. Une vingtaine d'heures de routes, de pistes pour Kampala. Nous longeons le Burundi et le Rwanda. Des paysages à couper le souffle. Cette région des Grands Lacs est sans doute l'une des plus belles d'Afrique. Lacs, collines, terre rouge & crevasses et embourbement n'entacheront pas notre émerveillement. "Ils nous battaient comme des animaux" Le but de notre séjour circule vite dans la communauté burundaise de Kampala, la capitale ougandaise. Dès notre arrivée, nous sommes plongés dans la vie des exilés. Ils disent avoir choisi l'Ouganda, plutôt que le Rwanda plus proche, pour différentes raisons : la vie y est moins chère, plus libre, et surtout, à des centaines de kilomètres de leur pays, ils se sentent plus en sécurité. Même ici, les Burundais craignent d'être traqués, retrouvés, puis tués. Ils ne s'accordent que peu de sorties, ne fréquentent que des exilés comme eux. Nous passons notre première journée dans un bar improvisé sur le toit d'un immeuble. Il a été créé par plusieurs manifestants anti-troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Une trentaine de personnes sirotent des bières. Une sono obsolète crache des vieux tubes du pays. Les langues se délient très vite. Tous nous racontent le même type de calvaire : le harcèlement des Imbonerakure, les cellules du service national de renseignement surnommé "La documentation", les interrogatoires, les humiliations, les tortures, la peur de mourir. La décision de fuir. Dans ce bar nous rencontrons Jean (son prénom a été modifié), un homme grand, d'une trentaine d'années. Il nous emmène chez lui dans un petit appartement en banlieue de Kampala. Toujours ce même souci de sécurité.

S’installer loin, s’isoler. Il n’a pas d’eau courante, possède très peu de choses. Mais la sensation d’être un rescapé. "Il y avait un grand container de couleur rouge, ils nous mettaient dedans, puis ils jetaient du gaz lacrymogène pour nous faire souffrir. Puis, ils fermaient le container. On souffrait à l’intérieur toute la nuit. On n’était pas considéré comme des êtres humains, ils nous battaient comme si nous étions des animaux". Un soir, alors qu’on l’a fait monter dans un véhicule pour, il en est sûr, l’achever, un policier ouvre la porte et le pousse sur la route. Il est laissé pour mort. Quelques jours plus tard, il sera à Kampala.

L’ONU redoute un génocide Le lendemain, rendez-vous est pris avec deux jeunes militaires. Il y a encore quelques mois, ils étaient étudiants et s’apprêtaient à faire partie de l’élite de l’armée. Au fil de la crise, ils se sont sentis particulièrement menacés parce qu’ils étaient jeunes et parce qu’ils étaient tutsis. Comme beaucoup de ses camarades, Paul a été arrêté et détenu. Il a été tenu pour responsable des attaques de camps militaires qui ont eu lieu les 11 et 12 décembre 2015. L’ONU avait d’ailleurs rendu un rapport alarmiste sur ces violences : "Des violations des droits de l'homme à grande échelle se sont produites. Elles semblent avoir déclenché de nouveaux types de violations. Certaines victimes ont été ciblées parce qu'elles étaient tutsis. Nous avons identifié neuf sites sur lesquels se situent des fosses communes. Il y en a peut-être plus". Durant les interrogatoires de Paul, les questions se sont faites de plus en plus pressantes : “Qui est votre chef ? Quel est votre plan ?”. Le discours est clairement anti-Tutsis. À la fin de notre rencontre, Paul nous montre la photo de l’un de ses meilleurs amis sur son téléphone. "C’est un Hutu, moi je suis un Tutsi. On l’a transformé mentalement. Aujourd’hui, il a peur de moi et moi aussi j’ai peur de lui maintenant".. Pourtant le Burundi rejette les rapports des Nations unies et des organisations des droits de l’homme qui pointent les risques d’un génocide. L’histoire récente n’invite pourtant pas à l’optimisme. Depuis un demi-siècle, la région connaît des cycles de massacres inter-ethniques, le pire ayant été atteint en 1994 avec le génocide des Tutsis du Rwanda, qui a fait près d’un million de morts. En 1972, ce sont 100 000 Hutus qui ont été tués au Burundi, dont le père du président actuel. En octobre dernier, nous nous sommes rendus en Belgique, l’ancien colonisateur. Nous y avons rencontré Pierre Claver Mbonimpa, célèbre activiste des droits de l’homme, respecté de tous. Lui aussi affirme avoir été visé par le pouvoir, il a échappé miraculeusement à une tentative d’assassinat en août 2015 à Bujumbura. Il a reconnu l’homme qui lui a tiré dessus à plusieurs reprises : un membre du service national de renseignement. Le militant a été touché au visage et au cou. Dans un petit appartement bruxellois, loin de son pays où il espère rentrer un jour, il parle d’une voix calme mais déterminée : "Je ne souhaite pas que Nkurunziza meure. Je souhaite d’abord qu’il soit jugé, parce qu'un pays sans justice ne peut pas vivre en paix". Le 12 octobre dernier, le parlement Burundais a voté massivement en faveur du retrait du Burundi de la Cour pénale internationale. Deux mois plus tard, Pierre Nkurunziza a annoncé qu’il pourrait se représenter pour un quatrième mandat. Par Julie DUNGELHOEFF , Nicolas GERMAIN

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});